



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 09 octobre 2017

Faire de la grève du 10 octobre une étape vers le « tous ensemble » !

En déplacement en Corrèze, Emmanuel Macron s'est quelque peu fait chahuter par les ouvriers de GM&S, un sous-traitant de l'automobile de la région, frappés par un plan de 157 licenciements. Il n'a pas trouvé mieux que de déclarer que plutôt que de « foutre le bordel », ces manifestants feraient mieux d'aller chercher un emploi. Début septembre, face aux premières manifestations contre ses ordonnances modifiant le code du travail au profit des patrons, il avait déjà traité les manifestants de « fainéants » et d'« extrémistes » auxquels il ne céderait rien. Bref, il suffit qu'on descende dans la rue pour que Macron ne se tienne plus et affiche ouvertement sa morgue de président des riches. C'est qu'on est dans la bonne voie et qu'il est bien temps pour les travailleurs de « foutre le bordel » (pour reprendre le langage présidentiel) dans les projets du gouvernement et du patronat.

Amplifier la riposte

On a déjà commencé avec les manifestations des 12 et 21 septembre. On va continuer cette semaine avec les grèves et manifestations du mardi 10. Et ce n'est que le début.

Car pour les riches, Macron déplie le tapis rouge. Suppression de l'ISF et remplacement par un simple impôt sur l'immobilier. Après un tollé sur les yachts qui devaient aussi échapper à l'impôt sur la fortune, ceux-ci resteront peut-être soumis à une petite taxe. Mais ces baisses d'impôts sur la fortune devraient faire plus de 3 milliards de pertes pour l'État. Quand il s'agit de faire des cadeaux aux riches, on n'entend plus parler du déficit public. Par contre, il y avait urgence à réduire les APL ! Les ordonnances sur le Code du travail, c'est déjà plus de liberté pour les patrons pour licencier et pour passer outre les quelques protections prévues par le Code du travail.

Et le gouvernement n'entend pas en rester là : pour les prochaines semaines il annonce déjà d'autres attaques sur l'Assurance chômage et la Sécurité sociale, la hausse de la CSG, etc.

Rien à attendre des parlottes

Passons sur les négociations qui commenceraient jeudi sur ces sujets, où le gouvernement a déjà bouclé ses plans. Certaines directions syndicales se prêteront peut-être au jeu, voire trouveront qu'il y a du bon dans les réformes de Macron. Comme Mailly le disait au sujet des ordonnances.

Mal lui en a pris, puisque bien des militants syndicaux de Force ouvrière l'ont désavoué et ont participé aux manifestations. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a rien à attendre de ces discussions dans les ministères.

La journée du 10 octobre nous concerne tous

Ce mardi 10 octobre, tous les syndicats de la Fonction publique appellent à la grève, notamment sur la question des salaires bloqués et des 120 000 suppressions de postes annoncées par Macron.

Les directions des confédérations se sont refusées à faire de cette journée une journée de mobilisation pour tous les salariés. Mais dans plusieurs entreprises des militants ou structures syndicales ont appelé à y participer, au-delà des seuls agents publics. Salaires, suppressions d'emplois, cela nous concerne tous. Toutes les attaques du gouvernement et du patronat forment un ensemble. C'est tout le monde du travail qui est visé, qu'on soit du privé ou du public, en activité, en retraite ou au chômage.

Cette journée va permettre à de nombreux salariés de montrer leur colère contre les plans du gouvernement. Elle doit marquer un nouveau pas dans la riposte qu'il faut construire : un mouvement d'ensemble à la hauteur des attaques de Macron. Il ne faut pas rester divisés, un jour une catégorie, le lendemain une autre.

Dès maintenant, il faut saisir chaque occasion pour aller dans ce sens.

Et hop, deux bases moteur en moins

Ghosn annonce dans son plan 2018-2022 un objectif de tripler les bénéfiques. Mais ce qui passerait presque inaperçu, c'est le passage de 3 bases moteur diesel aujourd'hui à une seule à l'horizon de la norme Euro 7. D'après un syndicat qui a visiblement l'oreille de la direction, aucune crainte à avoir pour l'emploi sur le site de Lardy. Donc chut ! Car la direction n'a pas intérêt à nous mettre en rogne au moment où les retards sur les projets risquent de provoquer une rupture d'offre. Vu le poids qu'on a sur les projets actuels, ce serait justement bien le moment de mettre sur le tapis nos revendications !

Réimplantations au chausse-pied

La mode des réimplantations sévit à Lardy. En échange de tables avec prise USB, nos chers directeurs en profitent pour nous tasser dans les plateaux. Eux qui sont tous dans des bureaux privatifs fermés vont nous donner des leçons de savoir-vivre dans des « open space » tout rikiki : ne pas parler trop fort, respecter ses voisins, réserver des salles de réunion... Quand un projet de ce type surgit, il faut dire non collectivement pour ne pas que nos conditions de travail se dégradent encore.

Vous ferez gaffe aux miettes... de croissants

Malgré le record de rotation des bancs à la DEA-TM cet été (+20%), le vicomte de la compét' n'a pas décidé d'augmenter le salaire de ses ouailles. Il s'est plutôt dit que quelques croissants suffiraient et a invité les salariés de sa direction à un petit-déjeuner en fin de semaine. À lui la prime de performance à plusieurs 0, à nous quelques miettes ? « Il faut bien récompenser les talents », nous disent les RH. Mais cet exemple nous montre que leur seul talent c'est de nous faire trimer en évitant toute réaction collective. Contre les conditions de travail dégradées, la pression des projets et des chefs, une bonne grève leur montrerait qu'ils ne sont pas si talentueux que ça.

Routiers vs Ordonnances. Un premier round ?

Après quelques jours de mobilisation contre la loi Travail XXL, les routiers ont obtenu un accord avec le patronat de la branche. La preuve que la lutte, ça fonctionne pour défendre nos intérêts. Mais pour obtenir autre chose qu'un accord sectoriel et temporaire, il faudra se battre et bloquer l'économie pour mettre la pression sur le gouvernement. La seule garantie véritable, c'est de mettre les ordonnances à la poubelle. Dans le public et dans le privé, avec les jeunes et les retraités, c'est par une lutte d'ensemble qu'on les fera reculer.

Prolétaires de tous les pays, foutez le bordel !

Macron ne rate pas une occasion d'afficher son mépris de classe. Devant les salariés de GM&S mis à la porte, arrosés de gaz lacrymos et forcés à déménager pour retrouver du travail, il ose parler de « *ceux qui foutent le bordel* ». La seule solution pour se défendre contre toute les attaques, c'est précisément de « *fouter le bordel* » dans leur système. Et le plus tôt sera le mieux.

Braquage patronal

Avec la suppression de la taxe de 3 % sur les dividendes des entreprises, l'État va sans doute rembourser jusqu'à

5,7 milliards d'euros aux grands groupes du CAC 40 ! Cette petite taxe de 2012 avait déjà été partiellement invalidée. Mais sur demande du patronat, le Conseil Constitutionnel l'a simplement jetée à la poubelle. Il faudra donc compenser en prenant sur le budget des services publics, en rognant les salaires des fonctionnaires ou en augmentant les impôts des pauvres (heureusement pour les riches, l'ISF va disparaître!). Pour stopper Macron et sa politique, il faut lui montrer au plus vite que nous ne nous laisserons pas faire.

L'énergie toujours renouvelée de la lutte

General Electric Renewable Energy (ex-Alstom Hydro) est un centre d'ingénierie de Grenoble spécialisé dans l'étude des turbines de centrales hydro-électriques. Un an après le rachat par GE, la direction a annoncé la suppression de 345 des 800 postes du centre avec notamment la fermeture de l'atelier de fabrication des turbines d'essais en modèle réduit. Depuis la semaine dernière, plus de 250 salariés du site sont en grève reconductible et bloquent les accès du centre nuit et jour. Ingénieurs, techniciens et ouvriers luttent côte à côte contre les licenciements. Dans l'industrie, les plans sociaux se multiplient, comme chez Nokia à Nozay dans l'Essonne. Mais si les salariés redressent la tête pour se battre et se coordonner, l'initiative dans la lutte de classe pourra vite changer de camp.

Catalogne : non à la répression !

Coups de matraques, balles en caoutchouc, charges policières faisant plus de 800 blessés, voilà la réponse du gouvernement Rajoy à la partie de la population catalane qui désire se prononcer en faveur de l'indépendance. Pas étonnant qu'une partie de la population ait brandi d'autant plus rageusement le drapeau catalan. Et que quelque 40 % soient allés voter pour l'indépendance, bravant l'interdiction. Et ce ne sont pas les manifestations anti-indépendantistes de ce week-end, prétendues apolitiques mais en fait pro-gouvernementales, qui les en dissuaderont.

Les coups de matraque ne font pas de Puigdemont (chef du gouvernement catalan) autre chose que le petit Macron qu'il est contre les travailleurs de Catalogne. Dans cette région parmi les plus prospères d'Espagne, ceux des riches qui soutiennent le gouvernement régional disent ne plus vouloir payer pour les pauvres des autres régions du pays... Et les mêmes ne veulent pas payer pour les pauvres de Catalogne.

Si les classes populaires de Catalogne veulent défendre leurs intérêts, elles devront mettre en avant leurs propres revendications, pas seulement leur droit de vote dans un référendum voulu (ou rejeté) d'en haut, mais leur droit de vivre d'un travail et d'un salaire décent. Elles ont bien le droit de revendiquer l'indépendance. Mais à leurs problèmes, l'indépendance ne répondra pas. Elles auraient plutôt intérêt à chercher un appui auprès des travailleurs et des jeunes de toutes les régions d'Espagne, qui ont les mêmes problèmes : baisse des salaires, hausse du chômage. D'autant que les matraques brandies à Barcelone sont les mêmes que celles que Rajoy utilisera contre les ouvriers grévistes de toute l'Espagne...